



RUBRIQUE OPINION LIBRE

Eléments pour une éthique africaine des établissements humains

Par Eyumane Baoulé Assengone

Eyumane Baoulé Assengone est née en 1977 au Gabon. Elle s'installe en France à partir de 1998 afin de poursuivre des études universitaires. Elle se spécialise en Ingénierie du développement territorial et sa pratique professionnelle se déploie depuis une dizaine d'année dans le cadre de programmes de coopération internationale au Sénégal, au Burkina-Faso, au Bénin et en Haïti. Résidente au Sénégal depuis quatre ans, elle prépare le développement de BâTisseurs : une initiative visant à accompagner les communautés africaines à petite échelle, dans l'accomplissement de leurs transformations structurelles.

INTRODUCTION

Alors que le reste du monde regarde l'Afrique comme le continent de l'avenir, l'Afrique quant à elle ne doit plus se maintenir au service de la prospérité des autres. Elle doit formuler sa propre vision du progrès et démanteler le système qui empêche l'élaboration endogène de projets de sociétés, à la hauteur des défis d'une humanité vivant à l'ère de l'anthropocène. Avec une transition urbaine d'une rapidité sans précédent (62% des africains vivront dans des villes d'ici 2050)⁵¹, les pays africains doivent répondre à la nécessité impérieuse de repenser les principes et les modalités de production et de gestion de leurs territoires, afin d'inverser le schéma d'urbanisation actuel et favoriser un développement social et économique plus harmonieux. Ainsi, les États membres de l'Union africaine ont redéfinis une vision et un plan d'action à mettre en œuvre, pour parvenir à une Afrique unie, prospère et pacifique d'ici 2063. Ces instruments et des dispositifs : Agenda 2063 et Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 des Nations unies ont été conçus pour accompagner ce processus, et chaque pays dispose d'un plan stratégique pour contribuer par son propre développement, au développement inclusif du continent.

L'application de ces planifications stratégiques nationales, est facilitée par des dispositifs réglementaires et opérationnels, à destination d'une vision politique du futur et d'un projet de société. Or, en matière de développement, énoncer une vision ne permet pas à tout le monde de s'y projeter et ne suffit pas toujours à démontrer une ambition nationale. Il faut donc la matérialiser dans le temps présent, la rendre tangible pour les populations locales et les partenaires internationaux. C'est tout le sens que revêt l'instrumentalisation de l'espace territorial, à travers l'érection de projets emblématiques comme *les villes nouvelles*. Ainsi, depuis les années 2000, nombreux sont les pays africains qui se sont lancés dans la construction de *villes nouvelles* ou des *smart cities*, symboles d'une Afrique moderne, attractive et à la pointe des nouvelles technologies. Mais au vu du bilan mitigé de ces projets quant à leur capacité à

répondre aux enjeux spécifiques des territoires, aux besoins essentiels des populations africaines et aux défis de l'humanité, il est nécessaire d'interroger la généalogie de la vision qui les oriente et la pertinence des modèles qui les font naître.

Puisque l'Afrique d'hier et d'aujourd'hui ne parvient toujours pas à relever les défis du *développement* - bien qu'elle ait fait sienne la vision occidentale du progrès et en dépit des efforts fournis dans la reproduction des modèles et des outils qui y sont attachés – une Afrique nouvelle ne saurait s'inventer en se maintenant inscrite dans cette matrice inopérante. Une rupture doit être réalisée et elle oblige la société civile et les décideurs à faire preuve de responsabilité créatrice, afin de répondre aux défis du monde, par la production d'une éthique africaine des établissements humains.

Se libérer de l'emprise du corps d'autrui

Le renouveau de la pensée africaine décoloniale auquel nous assistons depuis plusieurs années, permet à toute une génération de déconstruire les représentations négatives qui entourent le continent africain ; de changer de perspective pour penser les trajectoires possibles de son développement et d'expérimenter de nouvelles formes d'initiatives pour une transformation radicale des territoires africains. Mais les actions alternatives que cette pensée génère à petite échelle, ne bénéficient pas toujours d'un environnement favorable à leur éclosion et à leur épanouissement. Autrement dit, l'impact des actions communautaires de transformation sociale, reste encore entravé par une mécanique institutionnelle de reproduction de *modèles*. Ce mimétisme structurel introduit à l'époque coloniale, est sans cesse renouvelé par les institutions africaines dans le cadre d'accords internationaux ou de programmes d'aide au développement, conclus avec les anciennes puissances coloniales. Ainsi donc, ce sont les idéaux, les principes et les instruments européens de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, qui régissent toujours l'organisation spatiale et oriente le déroulement de la vie, dans les agglomérations urbaines et les zones rurales d'Afrique. Alors même que la persistance de

⁵¹ Vimard, P. & Fassassi, R. (2011). Démographie et développement en Afrique : éléments rétrospectifs et

prospectifs. Cahiers québécois de démographie, 40 (2),331–364. <https://doi.org/10.7202/1011544ar>

leur usage n'est en adéquation, ni avec les écosystèmes des territoires concernés, ni avec les philosophies, les croyances, les modes de vie et les structures de ces sociétés. Ce réflexe mimétique empêche le recours aux savoirs endogènes que les civilisations de ce continent ont su produire en harmonie avec leurs écosystèmes et enferme les pays africains dans la poursuite d'un modèle de développement largement épuisé.

En effet, l'urbanisme qui préside à la conception et à l'organisation des territoires africains au 21^{ème} siècle, est celui qui se développa en Europe à la fin de la seconde guerre mondiale, au service d'une utopie européenne orientée vers un destin de modernité. L'avènement de cet idéal s'appuyant sur une transformation radicale de l'espace territorial, cette dernière sera réalisée en recourant à la conceptualisation de *modèles* : Penser la ville en tant qu'infrastructure de la société moderne espérée. Pour cela, les architectes et les penseurs progressistes de la ville européenne du début du 20^{ème} siècle, vont imposer la notion de *fonction*, qui va réduire les pratiques d'habiter un logement, à des besoins essentiellement biologiques et à des critères ergonomiques. Quant aux fonctions de la ville, elles seront limitées à celles qui, *in fine*, constitueront le moteur de la révolution industrielle, et dont on estime qu'elles stimuleront le développement économique et le progrès social : Habiter. Travailler. Circuler. Se récréer. Les dérives de cette approche fonctionnaliste de la vie et du territoire, font l'objet d'une littérature abondante depuis plusieurs décennies, dénonçant notamment des effets néfastes au niveau social, une fragmentation des territoires et un impact environnemental négatif, du fait de la relégation de la nature et de la primauté offerte à la voiture dans l'espace public. Mais malgré cela, au-delà de l'Afrique, la puissance symbolique de la ville occidentale comme vecteur d'un développement matériel et moral propre à la modernité, a conquis le monde entier. Placées au cœur des processus d'industrialisation et d'un système économique et financier globalisé, les villes ont tendance à devenir des métabolismes territoriaux démesurés, qui pour alimenter leurs fonctions vitales, consomment toujours plus de ressources naturelles et humaines en excréant toujours plus de déchets, visibles ou non. A tel point que nous assistons à une

tendance sans précédent dans l'histoire de l'humanité : d'ici 2040, on estime que la masse de tous les matériaux et objets produits par les humains (béton, acier, asphalte, bâtiments, véhicules, plastiques et produits divers) sera supérieure à la masse de tous les êtres vivants sur la planète. Face à ce basculement inédit et aux risques que cela fait peser sur le maintien de la vie sur terre, le concept de *l'urbanisme durable* – corollaire du *développement durable* - est une illusion. Un compromis scientifique et techniciste qui tente de ménager les désastres sociaux et écologiques du fait urbain, sans rompre avec le mythe occidental de la modernité et du progrès. S'obstiner dans cette voie, est un luxe que l'humanité, même africaine, ne peut plus se permettre... La durabilité étant incompatible avec un modèle de société reposant sur l'exploitation massive du vivant et la croissance économique infinie, les communautés africaines doivent s'atteler à désencastrer leurs territoires et libérer le cours de leur vie de cette infrastructure mortifère. Cela passe par une réhabilitation de soi, comme sujet détenant la maîtrise de son destin.

Renâître à soi et tisser sa trajectoire de vie

Mener une vie africaine, dans une ville africaine construite selon les standards de la modernité occidentale, est souvent constitutif d'un rabougrissement et d'un dénigrement de soi. Aussi, pour tenter de se vivre pleinement, l'habitant devra sans cesse négocier avec la norme des comportements. Détourner la destination d'un mobilier urbain ou d'un aménagement spatial standard, qui le rejette dans sa singularité socio-culturelle, elle-même ancrée dans un écosystème naturel spécifique. Or les villes africaines devraient être la traduction spatiale de la conscience identificatoire de leurs habitants. La production territoriale devrait refléter les cultures matérielles et immatérielles des contextes dans lesquels elle s'exerce ; traduire en relief et en creux le rapport au vivant, le sens de la vie, les valeurs morales, les croyances et les pratiques qui guident le déroulement de la vie, les savoir-faire produits, renouvelés et véhiculés depuis des siècles par ces civilisations, en vue de satisfaire des besoins organiques, spirituels ou sociaux.

Mais ce changement n'interviendra pas, tant que les processus qui président à la fabrique des villes et des territoires africains, seront conçus et contrôlés par une élite africaine (acquise à la modernité standard, au développement économique libéral et formée dans les grandes universités européennes et américaines), dont les planifications stratégiques et les projets (formulés par des consultants experts en modèles et *best practices* reproductibles partout) sont financés par des bailleurs de fonds internationaux (au nom des vertus qu'un développement durable revêtirait pour l'Afrique), mais aussi par des investisseurs européens, chinois, qataris, saoudiens, turcs, etc. tirant parti d'un marché foncier libre et spéculatif, inscrit dans un contexte de concurrence internationale des villes.

Face à ces acteurs puissants et au regard du poids hégémonique des standards urbains qu'ils font prospérer, de nombreuses initiatives portées par les sociétés civiles africaines, tentent d'inventer des modèles africains, pour réformer les territoires africains au 21^{ème} siècle. Leurs approches témoignent d'une volonté d'ancrer leurs interventions à petite échelle, dans une démarche communautaire, nourrie de la connaissance historique des rapports à l'espace et des modes de construction issus de leurs cultures endogènes. Ici la production territoriale est pensée comme le résultat d'une intelligence collective, dont la qualité est tributaire d'une reconstitution culturelle des membres de la communauté et d'une réhabilitation des héritages issus de leur trajectoire historique. Car l'histoire africaine offre des exemples de projets de société qui exprimaient une certaine vision de l'humain, inscrit dans le vivant, le tout interdépendant, dans un ensemble cosmique plus vaste. Dans son livre, *L'Art d'Afrique noire, Liturgie cosmique et Langage religieux* (Paris, Mame, 1964), Engelbert Mveng, traitant de la vision africaine de l'Homme dans sa condition spatio-temporelle, explique que *tout langage repose sur le rythme, à la fois expérience vitale et prise de conscience du Moi en tant que rationalité et liberté créatrice*. Il démontre que, *le rythme de la sagesse africaine n'est pas le rythme du déterminisme de la nature ; ce dernier déclenche l'écoulement des choses en flots de dépérissement, alors que le temps de l'Homme déploie la durée vitale en onde de créativité*. Ainsi, la durée de

l'existence humaine, doit s'inscrire dans *une ascension dialectique vers le triomphe de la vie sur la mort*. Selon l'auteur, *le drame de la civilisation contemporaine, c'est d'avoir confondu le temps de la nature avec le temps de l'Homme*. Et qu'à l'inverse des sociétés modernes *dévoreuses de tout*, les sociétés africaines anciennes se sont pensées comme devant être *semence de tout*.

Ancré dans cette vision de la vie, le continent donnerait à voir des systèmes territoriaux différents, édifiés sur le principe fondamental de la coexistence harmonieuse entre tous les êtres vivants et sur l'engagement des sociétés africaines à offrir au monde, des humains aptes à se penser responsables dans leur destinée unique, de la destinée du *Tout-Vivant*.